

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et Israël, à Tel-Aviv le 19 novembre 2013.

Monsieur le Président de l'université d'abord,

Je veux vous dire toute notre gratitude pour l'accueil que vous nous réservez, pour aussi ce que fait cette université de Tel-Aviv, qui compte le département français le plus important d'Israël, qui mène une coopération active. Je veux saluer ici, ses professeurs, ses étudiants et leur dire qu'ils peuvent être fiers de compter un établissement comme celui-là.

Mesdames, Messieurs,

Je suis en Israël depuis dimanche. Comme je le disais au Président et au Premier ministre, nous nous y sommes installés avec une délégation importante : pas moins de six ministres, mais également beaucoup de personnalité qui voulaient m'accompagner en Israël et aussi dans les territoires palestiniens, et faire en sorte que cette visite puisse être, non seulement un rite, une tradition, mais aussi une réussite.

Je repense à la première visite qui a été faite par un président de la République française, ici en Israël. C'était en 1982. Depuis, chaque président de la République est venu en Israël, marquant ainsi une continuité, une cohérence, une amitié fidèle, loyale, franche. Au-delà de toutes les personnalités qui pouvaient, dans les deux pays, présider aux destinées des deux Nations et au-delà des alternances politiques, en France, en Israël et au-delà des aléas de la vie internationale il y en a, nous connaissons ici un certain nombre d'épreuves il y a toujours eu cette relation, ce lien entre la France et Israël. Je m'inscris donc dans cette filiation, dans cette démarche faite de loyauté et en même temps de compréhension.

La France a toujours été aux côtés d'Israël, dès le premier jour. Dans notre histoire, nous avons eu tant de liens ! Lorsque l'Etat d'Israël a été fondé en 1948, ce fut une grande joie pour les Juifs qui enfin trouvaient là un foyer, après la tragédie de la Shoah. Mais ce fut aussi une joie pour tous ceux qui avaient conçu cette idée d'un refuge, d'un accueil pour les Juifs du monde.

C'était également une conception de valeurs et de principes : fondée pour les Juifs sur le judaïsme et pour la France sur les principes qui avaient fondé la Révolution française, puis la République. Il y avait même comme une communauté de pensées, parce que c'était les mêmes valeurs qui étaient promues, celles de la dignité, de la justice, de la liberté.

La France ne serait pas la France, s'il n'y avait pas eu des actes qui ont profondément marqué l'Histoire et notamment celle des Juifs. Puisque c'est en 1791 vous allez me dire, seulement en 1791 ! que les Juifs ont été considérés comme des citoyens. Et puis, il y a eu aussi des moments qui ont pu faire poser, déjà, les premières questions sur l'antisémitisme. Lorsque l'affaire Dreyfus a éclaté et lorsque des grandes figures, comme ZOLA, CLEMENCEAU, JAURES, ont pris le parti de DREYFUS, c'est-à-dire le parti de la vérité, de l'innocence.

Beaucoup de Juifs dans le monde ont pensé que c'était en France qu'ils pouvaient être sûrs pour leur vie. Ils ont d'ailleurs fait le choix de venir en France. C'est pourquoi, ce fut un drame parmi tous les drames de savoir, qu'en France, il y a pu y avoir la déportation de 76 000 Juifs. Ce fut un drame, oui un drame de savoir qu'il y a eu une collaboration pour cette déportation. Nous avons toujours ce souvenir et je l'ai plusieurs fois exprimé, après d'autres, pour bien montrer que nous ne devons rien oublier de l'Histoire.

C'est pourquoi aussi, après la guerre, il y a eu cette passion qui s'est emparée de beaucoup d'intellectuels pour exprimer leur sentiment de solidarité et d'amitié à l'égard d'Israël. La relation

u intellectuels, pour exprimer leur sentiment de solidarité et d'amitié à l'égard d'Israël. La relation entre la France et Israël tient aussi à un lien qui n'est pas celui de l'Histoire ou de la culture, même s'il existe, qui est le lien humain. Et c'est celui que vous représentez.

C'est pour cela que je tenais au terme de cette visite, puisqu'elle va s'achever, à venir à votre rencontre, vous qui avez fait le choix de vivre en Israël, vous êtes plus de 100 000 encore que nos statistiques sont hésitantes là-dessus. Il y a ceux qui sont inscrits, moins de 100 000 £ et il y a ceux qui votent, je salue ici les représentants élus £ et puis il y a tous ceux qui ne sont pas inscrits, qui vivent ici parfois même depuis longtemps et que l'on n'arrive pas à dénombrer. 100 000, disent donc les administrations compétentes. On parle de 120 000 / 150 000.

Il y a 2 000 compatriotes qui viennent chaque année vivre ici en Israël. Pour plusieurs raisons. Certains d'entre vous pour l'Aliyah, en fonction des liens personnels, familiaux que vous avez ici et bien sûr religieux avec Israël, qui vous rapprochent de votre terre, mais qui ne vous éloignent jamais de la France. Et puis, il y a aussi ceux qui sont attirés par le dynamisme exceptionnel d'Israël, par cette économie vivante.

J'en faisais encore témoignage avec cette journée de l'innovation, ou ce que l'on me présentait était fait par des ingénieurs, souvent français, mais développé en Israël £ avec cette idée partagée avec le Premier ministre NETANYHAOU que nous devons avoir un partenariat sur la technologie, sur la recherche et avec les entreprises qu'ici vous représentez. Il y en a qui viennent aussi faire des études, souvent brillantes, et que nous devons appuyer, que nous devons soutenir. Et puis, il y a tous ceux qui ont décidé tout simplement de s'établir, ici, parce que c'était le pays qui leur paraissait le mieux correspondre à leurs attentes.

Mais je le sais, vous êtes aussi intimement liés à la France. Vous la soutenez par votre présence ici, vous faites en sorte qu'elle puisse être reconnue, aimée et que l'on puisse regarder en elle ce qu'elle porte de mieux. Bien sûr, sa culture, sa langue, j'y reviendrai, mais aussi ses talents, son économie.

Je disais tout à l'heure pour plaisanter, après que Shimon PERES, le grand Shimon PERES, ait évoqué ce qu'avait été la chance d'Israël ne rien avoir, être parti de rien je disais alors : nous, la chance de la France, c'est d'avoir tout et de vouloir faire que nous soyons toujours capables de mobiliser toutes nos ressources, tous nos talents, tous nos atouts, d'être un grand pays.

On peut être un grand pays, parce qu'on est pionnier, c'est le cas ici, d'Israël. Et puis, on est un grand pays, parce que l'on est conscient que l'on vient de loin, d'une grande histoire, que l'on a toutes les conditions pour réussir et qu'il suffit simplement d'avoir la foi, la foi dans son avenir, la foi dans ses compétences, la foi dans sa jeunesse, la foi aussi dans l'unité de notre pays. Vous le connaissez bien, même si vous êtes éloignés géographiquement, vous êtes informés.

C'est un pays qui est capable de se diviser, de se quereller, mais qui dans les grands moments et surtout dans les grandes causes, et l'économie en est une a la capacité de peser dans le monde.

La volonté de défendre des valeurs est ce qui nous rassemble. Nous avons donc, Israël et la France, tant de points communs ! Vous êtes justement l'un de ceux-là. Nous avons aussi la communauté juive de France, qui est l'une des plus importantes au monde, la première d'Europe. Je salue ici ses représentants, qui m'ont accompagné tout au long de ces trois jours.

Nous savons ce que nous devons aux Juifs de France, dans notre histoire. Encore aujourd'hui, des talents, des engagements, des réussites qui sont au service de la culture, de la science, de l'économie. Nous savons aussi combien elle est exigeante, et elle a raison, quant à sa sécurité £ combien elle est ardente à vouloir que la République puisse assurer la sûreté à chacun, la dignité. Oui cette communauté, mais pas simplement cette communauté, tous nos concitoyens doivent être mobilisés contre l'antisémitisme, contre ce mal, que l'on croit, après ce qui s'était produit avec la Shoah, que l'on croit toujours éteint, battu, vaincu et qui resurgit subrepticement, parfois violemment, dans d'autres circonstances avec le masque du terrorisme.

Il faut revenir à l'essentiel, rappeler ce qu'a été la Shoah. Je suis allé avec le Premier ministre à Yad Vashem. C'était dès le premier jour de ma visite, dès dimanche. J'ai vu sur les photographies le site de Drancy, qui nous rappelle que c'est de France que partaient les Juifs pour être déportés. J'ai salué, ou plutôt les autorités israéliennes ont salué le travail qui a été fait par Serge KLARSFELD, et bien d'autres, pour faire témoignage de ce qui s'était produit et

rechercher aussi ceux qui avaient commis ces actes barbares et atroces.

Il faut revenir à l'histoire, à la mémoire, sinon nous ne pouvons pas combattre l'antisémitisme avec les armes nécessaires pour les générations qui n'ont rien connu de tout cela. Combattre l'antisémitisme, c'est ne supporter aucune faiblesse, aucun écart, aucun excès. Nous voyons, hélas, aujourd'hui des paroles se libérer. Elles touchent des Juifs, elles concernent aussi d'autres dans la population, qui n'ont pas la religion qui convient ou la couleur de peau. Aucune faiblesse à l'égard de l'antisémitisme. La plus grande fermeté contre ceux qui propagent, contre ceux qui commettent ces paroles et ces actes.

Il n'y a pas de différence, d'ailleurs, entre les paroles et les actes. Les paroles préparent toujours les actes. J'ai voulu venir aussi me recueillir dans le grand cimetière de Tel Aviv pour repenser à Jonathan SANDLER, Gabriel SANDLER, Arieh SANDLER, Myriam MONSONEGO, qui avaient été tués, assassinés. C'était le 19 mars 2012 à Toulouse. J'ai eu également une pensée pour Ilan HALIMI, qui avait été enlevé, torturé, et finalement assassiné par ses ravisseurs.

Nous devons extirper toujours ce mal et je voulais ici, vous affirmer, une nouvelle fois et vous n'en doutiez pas - notre détermination à le combattre. Je pense aussi à votre propre sécurité, vous qui vivez ici. Le Premier ministre NETANYAHOU m'a à plusieurs reprises, c'est-à-dire tout le temps vous connaissez en plus sa réserve, sa retenue, quand il veut dire quelque chose, il ne prend pas beaucoup de mots rappeler cette exigence de la sécurité. Nous la partageons.

Vous connaissez les positions de la France. Je les ai rappelées, notamment pour le processus de paix : ce droit pour les Palestiniens à avoir un Etat et ce droit pour les Israéliens à vivre en sécurité, la paix étant justement l'assurance de la sécurité, à condition qu'elle soit garantie.

Là aussi, nous sommes à vos côtés, parce que je sais que nombreux sont ceux qui vivent dans le sud d'Israël à Sderot, à Ashkelon, Beer-Sheva et sont exposés à des tirs de roquettes depuis Gaza. Je pense aussi à l'un de nos compatriotes, David GRITZ, qui a été tué, il avait 24 ans, dans l'attentat de 2002 contre l'Université hébraïque de Jérusalem. Nous n'oublions rien. Je pense aussi à Gilad SHALIT qui avait été retenu pendant tant de mois.

Alors, nous devons aussi faire en sorte que la France prenne ses responsabilités. Cela veut dire quoi prendre ses responsabilités au Moyen-Orient ? Cela veut dire que, pour la Syrie, je ne pouvais pas admettre qu'un pays - que dis-je ? un régime, car je ne veux pas confondre Bachar El ASSAD avec son peuple qui d'ailleurs se révolte contre lui. Je ne pouvais pas admettre qu'un régime puisse utiliser l'arme chimique, celle-là même qui avait été utilisée nous allons commémorer le centenaire pendant la Première Guerre mondiale, qui avait été prohibée par l'ensemble des nations.

Oui, c'est cette arme qui a été utilisée contre des enfants, dans un quartier de Damas. Je me suis élevé contre cette utilisation d'arme chimique, mais je n'ai pas fait que cela. L'indignation, c'est ce qui est souvent le plus commode. J'ai dit que nous étions même prêts à utiliser la pression militaire pour que ces armes puissent être détruites. Et finalement, grâce à l'action que nous avons pu mener, grâce à l'action que nous avons pu exercer, les États-Unis et la France, il y a eu un accord qui a été trouvé pour détruire les armes chimiques. Il faudra être vigilant et vérifier si les engagements sont tenus.

De la même manière, être responsable au Proche-Orient, c'est demander qu'il puisse y avoir une solution politique en Syrie. Sinon, nous connaissons déjà le résultat : les extrémistes qui s'y sont installés et les réfugiés qui ont fui et qui déstabilisent les pays riverains : Liban, Jordanie.

Prendre ses responsabilités au Moyen-Orient, c'est aussi faire en sorte que l'Iran n'accède pas à l'arme nucléaire. Parce que cela menace la sécurité d'Israël, oui, de la région, sûrement, mais aussi que cela met en danger le monde entier. Dans les négociations qui ont eu lieu, la France a porté ces exigences et a rassemblé ses partenaires sur cette position. Ensuite, si un accord doit être trouvé, c'est mieux qu'il y ait une négociation que la voie du conflit. C'est sur la base que nous avons arrêtée nous-mêmes que nous aurons la réponse de l'Iran.

Prendre ses responsabilités, c'est aussi dire aux Israéliens et aux Palestiniens ce que nous attendons du processus de paix. C'est le dire de la même manière, avec les mêmes mots et le même langage aux uns et aux autres. Dire qu'il y a nécessairement des concessions à faire, que

c'est sûrement une occasion, on l'a dit, « historique ». Il faut se méfier, on convoque l'Histoire sans savoir toujours exactement quand elle accélère ou quand elle s'arrête. Mais en tout cas, c'est une occasion, une opportunité, pour qu'il y ait la paix autour de la solution des deux Etats. Nous avons la possibilité de parler aux uns et aux autres. J'ai eu avec les ministres et aussi sur le plan privé, avec Valérie et Sarah Benyamin Netanyahu des conversations que l'on dit franches et qui ont été amicales et qui nous ont permis de situer le moment où nous étions. Si des efforts se conjuguent du côté israélien avec des gestes Certains ont été faits et celui que nous attendons, c'est l'arrêt de la colonisation, définitif. D'autres gestes ont été faits, qui n'étaient pas les plus commodes à faire, je pense à la libération des prisonniers.

D'autres gestes sont attendus des Palestiniens, ces gestes sont aussi de prendre des solutions avec réalisme pour qu'il puisse y avoir l'accord de paix. Dans toutes les discussions que j'ai donc eues avec le Premier ministre, avec le Président ici, avec le Président de l'Autorité palestinienne à Ramallah, oui, la France a été capable de parler et d'être appréciée des deux côtés pour son rôle.

Parfois, même ici j'imagine, on vous dit : est-ce que la France compte ? Est-ce que la France pèse ? On peut toujours avoir la faiblesse de l'imaginer quand on est à la tête de l'Etat Non, il faut avoir la force de le croire quand on est citoyen français, quand on songe à ce qu'est notre pays, ce qu'il représente aux yeux du monde, comment il est attendu, comment il est espéré, comment aussi notre langue est parlée.

Je voulais dire un mot de la francophonie. Israël est un pays francophone : 10% de la population parle le français. C'est considérable ! Il y a bien des pays qui sont adhérents à l'Organisation Internationale de la Francophonie, où il n'y a pas ce taux ! Mais on ne demande pas un examen de passage. Pas même d'ailleurs pour le français en France y compris pour le plus haut sommet de l'Etat !

Mais ce que je veux surtout affirmer ici, c'est que la langue n'est pas simplement une richesse que nous partageons & c'est aussi un lien, la promotion de valeurs, de principes. Vous contribuez aussi à faire parler le français. Je disais qu'ici nous sommes dans une grande université où il y a un département français très important, qui a accueilli de très nombreuses personnalités. Je ne les citerai pas, parce que, même lorsqu'elles ont disparu, on fâche toujours avec leurs descendants pour ne pas les avoir évoquées. Mais c'est vrai que toutes les grandes personnalités françaises sont venues en Israël et notamment, ici, dans cette université.

Je veux enfin dire combien la France continue, malgré un certain nombre de difficultés budgétaires, parce que vous savez qu'il faut réduire les déficits, qu'il ne faut pas trop augmenter les impôts j'ai compris que c'était vrai partout et qu'il faut réduire les dépenses. Mais toutes les dépenses apparaissent parfois essentielles : garder des instituts culturels, faire en sorte que notre présence puisse être partout, là où justement il n'y en a plus d'autre.

Par exemple, hier, il y avait une conversation qui avait pu être établie entre deux jeunes de Gaza, deux jeunes Palestiniens, qui disaient que pour eux la seule chance qu'ils avaient, en fait, d'accéder plus qu'à la culture et la langue françaises à la liberté, c'était d'avoir encore un Institut culturel français à Gaza. C'est cela la France aussi, elle porte son message partout dans le monde.

Je salue tous ceux qui y contribuent, je salue aussi tous les établissements scolaires qui sont, ici, en Israël. Là, je vais les citer parce que c'est un palmarès il a un côté « remise des prix », mais je n'ai rien apporté ! L'école française Marc-Chagall de Tel-Aviv, le lycée franco-israélien Raymond-Leven de Merk Israël, l'institut français Romain-Gary de Jérusalem, le centre de recherche français de Jérusalem, les centres culturels, sans compter le rôle que peuvent jouer certaines institutions comme la Fondation France-Israël et tous les liens qu'elle peut établir. Je salue tous ses représentants, tous ceux qui m'accompagnent et qui contribuent justement à ce lien d'amitié entre la France et Israël.

Je vais terminer parce que je ne voudrais pas vous retenir moi, j'ai tout mon temps, cela fait déjà 3 jours qu'ils ne m'ont pas vu en France ! Je ne voudrais pas créer de contestations et de manifestations pour mon retour, donc je ne vais pas me hâter mais je vais essayer de respecter les horaires

ies noraires.

Je voudrais simplement vous exprimer le bonheur qui a été celui de cette visite, pour tous ceux qui y ont participé. Je n'ai pas de doute sur la délégation qui m'a accompagné. Il y eut des moments de joie, de grande joie & d'émotion par rapport à certains lieux Yad Vashem, le cimetière ce matin & mais aussi de grande joie & celle d'être reçu comme je l'ai été à la Knesset & de grande joie aussi d'avoir ces conversations avec les dirigeants d'Israël.

Le Président PERES, pour nous, est la mémoire, la mémoire de l'Etat d'Israël il en est l'un des pionniers, l'un des pères fondateurs la mémoire de la relation entre la France et Israël. Quand j'ai un doute sur une personnalité politique française, j'appelle Shimon PERES, il l'a forcément rencontrée, il en sait le parcours. Il a même été capable de saluer, hier au dîner d'Etat, une personnalité oubliée il a pensé me faire plaisir qui était Guy MOLLET. C'est donc vous dire combien Shimon PERES est resté socialiste, en fait ! C'était un bonheur d'être avec Shimon PERES, de l'écouter encore ce matin, dire ce que les Israéliens avaient fait de leur pays.

Oui, ce fut aussi avec le Premier ministre des moments importants où nous avons parlé bien sûr de la paix, où nous avons parlé de l'Iran mais aussi de ce que l'économie peut faire pour nous rapprocher, de l'innovation qui doit être notre patrimoine commun.

Ce fut aussi des moments de joie d'être reçu, comme je l'ai été, par les Palestiniens qui nous regardent comme ceux qui peuvent faire le lien, faire le pont, faire la paix. Alors, si nous avons été accueillis ainsi, nous vous le devons. C'est grâce à vous, Français qui vivez ici, en Israël, certains même sur les Territoires palestiniens. Merci de faire ce que vous faites pour la France. La France aujourd'hui est là avec vous. Merci ! »